



Déclaration liminaire de la FSU 05 au CTSD du 15 octobre 2015

A cette rentrée scolaire, la FSU considère que nombre de questions ne sont pas à ce jour traitées ou sont mal traitées pour permettre au système éducatif de jouer tout son rôle pour lutter contre les inégalités scolaires et pour améliorer les conditions de travail des personnels.

La situation reste dégradée dans nombre d'écoles et établissements notamment en raison des effectifs trop élevés par classes, du morcellement du fonctionnement des RASED, des difficultés dans la prise en charge des élèves en situation de handicap, des nombreux postes « à cheval » ou vacants suite à la crise des recrutements, du manque de places pour les lycéens.

Pour faire de la réussite de tous les jeunes une réalité, la FSU demande une amélioration de la formation initiale et continue, une vraie priorité au primaire et non une vitrine, la mise en œuvre d'une tout autre réforme du collège, l'ouverture de discussions sur le lycée et l'amorce de premières mesures pour la voie professionnelle. La FSU sera particulièrement attentive au budget 2016. Elle sera vigilante en ce qui concerne les créations de postes d'enseignants, d'administratifs, de techniciens, dans la santé et dans le social, ainsi que sur les dotations aux établissements d'enseignement supérieur et la reconnaissance des qualifications.

La FSU a pris acte des annonces de la ministre concernant cinq chantiers pour la voie professionnelle, et demande qu'aucun sujet ne soit écarté, notamment celui des parcours et celui des moyens indispensables pour une revalorisation.

La FSU poursuit ses actions pour que la Fonction Publique, et donc l'Education Nationale, réponde aux besoins des usagers, en défendant les conditions de travail des personnels et en maintenant l'égalité des citoyens vis-à-vis de leurs droits. Ce qui passe notamment par les recrutements nécessaires et une politique salariale en rupture avec celle conduite ces dernières années. La Cour des Comptes, dans un rapport commandé par le Sénat, ne regarde que les « dépenses », ne souligne ni ne mesure jamais l'apport de la Fonction publique au pays et à sa population. C'est une vision uniquement comptable qui ne tient pas compte de la réalité des territoires. En poursuivant sa politique d'austérité avec la baisse incessante des dépenses publiques, le gouvernement ne donne pas les moyens d'investir dans les services publics. De même, la FSU continue de s'opposer à la réforme de l'organisation régionale qui n'aura entre autres conséquences que d'entraîner des suppressions d'emplois, des mutations d'office, une mobilité fonctionnelle.

Pourtant, à un moment où notre société se trouve fragilisée par la crise, et où se profilent des mutations pour faire face aux défis du XXIème siècle, ces Services Publics sont les mieux à même de répondre aux besoins des citoyens sur l'ensemble des territoires.